8 avril 2037 :

Sombre fiction ou vision, hélas, tout à fait réaliste… ?

Ce matin j'ai rajouté ma machine à laver aux nombreux appareils électroménagers qui jonchent le sol, aux voitures électriques abandonnées… Depuis que le prix de l'électricité est devenu exorbitant, impossible d'alimenter toute cette technologie devenue, de fait, obsolète.

Tout ça a commencé insidieusement…

Chacun étant préoccupé par son intérêt personnel, première pandémie Covid aidant, avec des CRS qui gazent, tabassent et emprisonnent les manifestants, sous les yeux d'un gouvernement répressif et sourd aux appels du peuple… tout cela a dissuadé les gens de résister, après des décennies d'un marché de l'énergie offert à l'avidité des financiers, avec la complicité de la communauté économique européenne et des hommes politiques.

Le premier black-out, survenu lors de la deuxième pandémie, a semé la panique dans les transports et les supermarchés, et même ceux qui se croyaient à l'abri ont été frappés de plein fouet. D'autres black-out ont suivi et quelques privilégiés ont pu fuir les villes pour la campagne, laissant derrière eux des scènes de pillages et de violences réprimées par les milices privées qui tenaient lieu de police.

Être alimenté en électricité est désormais un privilège.

Quelques microcentrales privées fournissent encore, à ceux qui en ont les moyens, la précieuse énergie pour conserver les indispensables sérums, en ville, car depuis longtemps dans les campagnes les réseaux de distribution sont à l'agonie, faute de moyens humains et matériels. Partout les gens meurent de ne pouvoir refroidir leur logement en été, ou faute de le chauffer en hiver.

Seule la solidarité permet encore à quelques-uns de s'en sortir.

Demain, avec mes voisins, nous renforcerons nos lignes de défense en entassant, toujours plus haut, les carcasses métalliques de notre confort passé… pour nous protéger.

Si seulement nous nous étions plus battus quand il était encore temps…

Égalité femmes/hommes au BRGM : oui, mais…

Les négociations pour un nouvel accord sur l'égalité professionnelle au Bureau de Recherches Géologiques et Minières se sont tenues de septembre 2020 à février 2021. Leur but : remplacer l'ancien accord largement obsolète, et qui se limitait à un catalogue de vœux pieux. La CGT ne l'avait d'ailleurs pas signé.

Interdiction des réunions hors horaires collectifs de travail

L'index national d'égalité femme/homme, mis en place en 2019, quoiqu'insuffisant, résumait bien le contexte : de 93/100 en 2019 le BRGM est depuis tombé à 88/100 !
La CGT, moteur et source de très nombreuses propositions, comme l'a reconnu la DRH elle-même, souhaitait que soit inscrit noir sur blanc l'objectif d'un index de 100/100 d'ici 2024. L'accord prévoit 98/100. De même, le syndicat souhaitait que soit entamée une réflexion pour la mise en place d'un index correspondant aux spécificités du BRGM, plus contraignant que l'index national… sans succès ! Et si la volonté de résorber les inégalités de rémunération femmes/hommes figure bien dans l'accord, le calendrier et les mécanismes d'application restent bien flous.
Mais ce nouvel accord, valable pour 3 ans, comporte désormais des objectifs chiffrés précis. Et s'il reflète un manque évident d'ambition, il va néanmoins dans le bon sens et constitue une première – petite – avancée. La CGT l'a donc signé, avec réserves, après avoir gagné au final, l'interdiction claire de réunions hors horaires collectifs de travail, ainsi que la mise en place pour tous les agents en responsabilité (managers, chefs de projets, ...) de formations obligatoires sur le harcèlement et les discriminations faites aux femmes.

De petites avancées à concrétiser, en attendant 2024.